

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**



SARL au capital de 10 000 € inscrite
sur la liste nationale des commissaires aux comptes,
rattachée à la CRCC des Hauts-de-France

999, avenue de la République
59700 Marcq-en-Barœul
Tel : 03.20.82.10.94
contact@septentrionaudit.fr
www.septentrionaudit.fr

Centre Social Marcel Bertrand

50 boulevard de Strasbourg

59000 Lille

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31/12/2025

Aux adhérents,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **Centre social Marcel Bertrand** relatifs à l'exercice clos le **31/12/2025**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport.

III. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels au § « Règles et méthodes comptables applicables ».

IV. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons apprécié le caractère raisonnable des estimations comptables retenues, la correcte prise en compte du principe de séparation des exercices en ce qui concerne les subventions, les adhésions, les participations.

Nous avons veillé, au titre de la première année d'application, au respect du nouveau règlement comptable, notamment au titre du reclassement des transferts de charges, des éléments exceptionnels, et des nouvelles informations devant figurer dans l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

V. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

VI. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VII. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

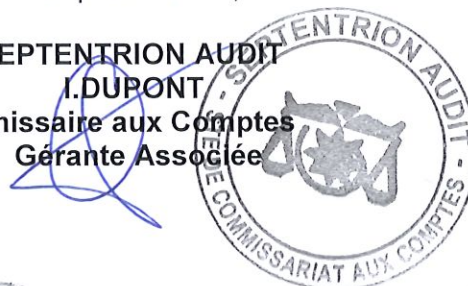
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 29/05/2026

SEPTENTRION AUDIT
I. DUPONT
Commissaire aux Comptes
Gérante Associée



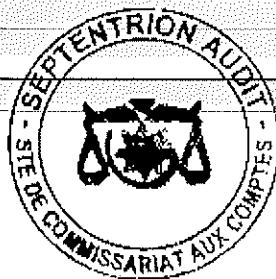
BILAN

Actif	Du 01/01/2025 au 31/12/2025			31.12.2024
	Brut	Amort	Net	Total
FRAIS D'ETABLISSEMENT (1)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	12 891.00	6 654.66	6 236.44	4 600.36
FRAIS DE DEVELOPPEMENT				
DONATIONS TEMPORAIRES D'USUFRUIT				
CONCES. BREVETS LICENCES LOGICIELS DROITS & VAL SIMILAIRES	12 891.00	6 654.56	6 236.44	4 600.36
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES EN COURS, AVANCES ET ACOMPTES				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	157 987.99	141 155.81	16 832.18	27 528.23
TERRAINS				
CONSTRUCTIONS				
INSTALLATION TECHNIQUE, MAT ET OUTILLAGE INDUS.	157 987.99	141 155.81	16 832.18	27 528.23
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS, AVANCES ET ACOMPTES				
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	64.24		64.24	64.24
PARTICIPATIONS	15.24		15.24	15.24
CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
AUTRES TITRES IMMOBILISES				
PRETS				
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	49.00		49.00	49.00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (2)	170 943.23	147 810.37	23 132.86	32 192.83
STOCKS ET EN-COURS				
CREANCES D'EXPLOITATION	402 799.57		402 799.57	285 845.45
CREANCES CLIENTS, USAGERS ET COMPTES RATTACHES	378 263.47		378 263.47	251 348.32
CREANCES RECUES PAR LEGS ET DONATIONS				
AUTRES CREANCES	22 736.10		22 736.10	23 962.13
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 800.00		1 800.00	10 535.00
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME ET JETONS DETENUS				
DISPONIBILITES	130 132.89		130 132.89	292 179.37
TOTAL ACTIF CIRCULANT (3)	532 932.46		532 932.46	578 024.82
FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (4)				
PRIMES DE REMBOURSEMENTS DES OBLIGATIONS / EMPRUNTS (5)				
ECART DE CONVERSION ACTIF (6)				
TOTAL GENERAL	703 875.69	147 810.37	556 065.32	610 217.65



BILAN

Passif	31/12/2025 Montant	31.12.2024 Total
FONDS PROPRES		
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
FONDS PROPRES STATUTAIRES		
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES	106 572.71	106 572.71
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
FONDS PROPRES STATUTAIRES		
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES		
ECART DE REEVALUATION		
RESERVES		
RESERVES STATUTAIRES OU CONTRACTUELLES		
RESERVES POUR PROJET DE L'ENTITE		
AUTRES RESERVES		
REPORT A NOUVEAU	185 579.41	252 884.68
EXEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	-59 696.04	-67 305.27
SITUATION NETTE (1)	232 456.08	292 152.12
AUTRES FONDS		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	25 489.53	1 969.32
PROVISIONS REGLEMENTEES		
TOTAL AUTRES FONDS (2)	25 489.53	1 969.32
TOTAL FONDS PROPRES (1 + 2)	257 945.61	294 121.44
FONDS REPORTES LIES AUX LEGS ET DONATIONS		
FONDS DEDIES		
TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES (3)		
PROVISIONS POUR RISQUES	64 781.59	76 746.98
PROVISIONS POUR CHARGES		
TOTAL PROVISIONS (4)	64 781.59	76 746.98
DETTES		
DETTES FINANCIERES		
EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET ASSIMILES (TITRES ASSOCIATIFS)		
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT		
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS		
DETTES D'EXPLOITATION		
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	24 912.02	45 489.14
DETTES DES LEGS OU DONATION		
DETTES FISCALES ET SOCIALES	178 127.98	150 755.42
DETTES DIVERSES		
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES		
AUTRES DETTES		1 806.55
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	30 298.12	41 298.12
TOTAL DETTES (5)	233 338.12	239 349.23
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (6)		
TOTAL GENERAL	556 065.32	610 217.65



COMPTE DE RESULTAT

Sélection période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Toutes les écritures

	Du 01/01/2025 au 31/12/2025		31.12.2024
	Montant	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION			
COTISATIONS			2 054.00
VENTES DE BIENS			
DONT VENTES DE DONS EN NATURE			
VENTES DE PRESTATIONS DE SERVICE	775 615.51		654 498.23
DONT PARRAINAGES			
VENTES DE BIENS ET SERVICES		775 615.51	654 498.23
CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	775 812.53		806 283.82
VERSEM. DES FONDATEURS OU CONSOMMAT. DOTATION CONSOMPT.			
RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC			
DONS MANUELS			
MECENATS			
LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE			
CONTRIBUTIONS FINANCIERES			
PRODUITS DE TIERS FINANCEURS		775 812.53	806 283.82
REPRISES / AMORT., DEPRECIAT. PROV.	36 536.00		72 853.89
PRODUITS DES CESSIONS D'IMMO. INCORPORELLES ET CORPORELLES			
UTILISATIONS DES FONDS DEDIES			
AUTRES PRODUITS	48 115.34		13 457.48
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (1)		1 636 079.38	1 549 147.42
CHARGES D'EXPLOITATION			
ACHATS DE MARCHANDISES			
VARIATION DE STOCK			
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	292 150.31		297 738.84
AIDES FINANCIERES			
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	64 589.36		56 174.08
SALAIRES	971 030.18		926 857.00
COTISATIONS SOCIALES	299 174.31		272 755.55
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS	16 099.17		16 907.58
DOTATIONS AUX PROVISIONS	24 570.61		24 897.00
VALEURS COMPTABLES DES IMMO. INCORP. ET CORPORELLES CEDEES			
REPORTS EN FONDS DEDIES			
AUTRES CHARGES	29 954.46		
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (2)		1 697 568.40	1 595 330.05
RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)		-61 489.02	-46 182.63



COMPTE DE RESULTAT

	Du 01/01/2025 au 31/12/2025		31.12.2024
	Montant	Total	Total
PRODUITS FINANCIERS			
DE PARTICIPATION			2 825.31
D'AUTRES VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE			
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	1 792.98		
REPRISES SUR DEPRECIATIONS ET PROVISIONS			
DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE			
PRODUITS DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES CEDEES			
PRODUITS NETS SUR CESSIONS DE VMP ET D'INSTRUMENTS DE TRESO.			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (3)		1 792.98	2 825.31
CHARGES FINANCIERES			
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS			
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES			
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE			
VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES CEDEES			
CHARGES NETTES SUR CESSIONS DE VMP ET D'INSTRUMENTS DE TRESO.			
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (4)			
RESULTAT FINANCIER (3-4)		1 792.98	2 825.31
RESULTAT COURANT avant impôts (1-2+3-4)		-59 696.04	-43 357.32
PRODUITS EXCEPTIONNELS (5)			12 561.87
CHARGES EXCEPTIONNELLES (6)			36 509.82
RESULTAT EXCEPTIONNEL (5-6)			-23 947.95



COMPTE DE RESULTAT

	Du 01/01/2025 au 31/12/2025		31.12.2024
	Montant	Total	Total
PARTICIPATION DES SALAIRES AUX RESULTATS (7)			
IMPOTS SUR LES BENEFICES (8)			
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5)		1 637 872.36	1 564 534.60
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+7+8)		1 697 568.40	1 631 839.87
SOLDE CREDITEUR = BENEFICE			
SOLDE DEBITEUR = PERTE		59 696.04	67 305.27
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
DONS EN NATURE			
PRESTATION EN NATURE	155 531.00		145 459.59
BENEVOLAT			
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		155 531.00	145 459.59
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
SECOURS EN NATURE			
MISES A DISPOSITION GRATUITE DE BIENS	155 531.00		145 459.59
PRESTATION EN NATURE			
PERSONNEL BENEVOLE			
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		155 531.00	145 459.59



COMPTE DE RESULTAT

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR NATURE

Répartition par nature de charges		Répartition par nature de ressources	
TOTAL (871)	0.00	871 Prestations en nature	
861 Mises à disposition gratuite de biens		871000 PRESTATIONS EN NATURE	155 531.00
861000 MAD GRATUITES	155 531.00	TOTAL (861)	155 531.00
Total charges contributions volontaires	155 531.00	Total produits contributions volontaires	155 531.00





ANNEXE AU 31.12.2025



Présentation de l'association

Description de l'objet social :

L'association a pour objet de contribuer à la promotion individuelle et collective des habitants qui voudront participer aux recherches et actions menées par le centre social qui se veut un outil de développement social et culturel local.

Elle est régie par la loi 1901 et agréée par la CAF est indépendante et gérée par un conseil d'administration élu par les adhérents. Le Centre social est implanté dans le quartier de Moulins à Lille mais rayonne par son action sur d'autres quartiers limitrophes.

Description des missions sociales réalisées :

Le Centre Social entend être un foyer d'initiatives porté par des habitants avec le soutien de professionnels. C'est la mise en œuvre concrète d'un projet de développement social local, agréé par la CAF, qui a pour ambition première de placer l'habitant au cœur de la démarche, en lui conférant un rôle d'acteur et de citoyen.

Le Centre Social est ouvert à tous (y compris aux personnes en situation de handicap), sans distinction.

Il se situe dans un rôle d'accueil, d'écoute, de dialogue entre les générations, les catégories socio-économiques, et les cultures.

Le Centre Social est composé de plusieurs secteurs : petite enfance avec un multi accueil, enfance et jeunesse avec des centres de loisirs, de l'accompagnement scolaire, des séjours et adultes-familles.

Description des moyens mis en œuvre :

Le Pôle administratif du **centre social Marcel Bertrand** est situé au 50 Bd de Strasbourg à LILLE et il dispose de plusieurs équipements sur le quartier de Moulins et de Wazemmes :

- Un Centre de la Petite Enfance au 3 et 5 place Jacques Fébvrier à LILLE pour les enfants de 3 mois à 5 ans, avec une activité crèche et un accueil de loisirs sans hébergement en complémentarité.
- Un Centre d'Animation au 50 Boulevard de Strasbourg à LILLE réservé essentiellement pour le secteur adulte famille, mais qui accueille aussi grâce à la grande salle polyvalente l'ensemble des activités qui correspondent à l'espace.
- Un Centre d'Animation Jeunesse au 90 rue des Meuniers à LILLE pour l'accueil des publics de 12 à 25 ans.

- Un Centre d'Animation Enfance au 59/61 rue des Meuniers à LILLE pour l'accueil des publics de 6 à 11 ans.

Le **Centre social Marcel Bertrand** c'est plus de 513 familles adhérentes et 1226 usagers, près de 42 bénévoles et une équipe professionnelle constituée de 39 salariés.

Evénements marquants de l'exercice

L'année 2025 a été marquée par plusieurs événements structurants pour la vie du Centre Social Marcel Bertrand, notamment en lien avec des évolutions importantes au niveau des ressources humaines et de la gouvernance, dans un contexte de réorganisation générale débutée en 2024.

1. Une transition associative

Une période institutionnelle importante de janvier à avril 2025 marquée par la démission de l'ancien conseil d'administration et la nécessité de maintenir la continuité du fonctionnement

2. Une mobilisation collective

Avec l'appui de l'équipe salariée, un important travail de mobilisation des adhérents et des habitants a été engagé pour redonner une dynamique associative et encourager l'implication dans la vie du centre social

3. Une nouvelle étape

L'arrivée du nouveau directeur, Mehdi Koumdadji, le 1er avril 2025, a marqué le début d'une nouvelle dynamique tournée vers l'avenir et le renforcement du projet associatif.



Règles et méthodes comptables applicables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement ANC 2022-06, homologué par arrêté du 26/12/2023 et publié au journal officiel du 30/12/2023, applicable à compter des exercices ouverts au 01/01/2025 ; ainsi que du règlement ANC 2023-03 entraînant modification de l'ANC 2018-06, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. La première application du règlement ANC 2022-06 constitue un changement de méthode comptable.

Les principaux impacts du changement de réglementation sont les suivants :

- suppression des transferts de charges
- nouvelle définition du résultat exceptionnel, désormais limité aux opérations liées à un événement majeur et inhabituel
- réforme du contenu des annexes

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice sur l'autre.
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Informations sur l'actif du bilan

Actif incorporel/ corporel et financier

Tableau de suivi des immobilisations incorporelles et corporelles				
	Val brute à l'ouverture	Augmentations	Diminutions	Val brute à la clôture
Concessions, Brevets, Licences	10 569	2 322		12 891
Inst.générales, agencements,	11 855			11 855
Matériel de transport	25 554			25 554
Matériel de bureau et informa.	37 820			37 820
Mobilier de bureau	10 171	4 717		14 889
Matériel pédagogique	19 661			19 661
Triporteur	22 917			22 917
Matériel divers	25 293			25 293
Total	163 840	7 039	0	170 879

Tableau de suivi des immobilisations financières				
	Val brute à l'ouverture	Augmentations	Diminutions	Val brute à la clôture
Titres de participation C.M.N.	15			15
Dépôts et cautionnements versés	49			49
Total	64	0	0	64

Tableau de suivi des amortissements				
	Amort cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations	Diminutions d'amortissement	Amort cumulés à la fin de l'exercice
Amort. Concessions, Brevets	5 969	686		6 655
Amort. Intallat° Générales	11 855	0		11 855
Amort matériel de transport	25 554	0		25 554
Amort. matériel bureau et info	33 664	3 599		37 263
Amort. mobilier de bureau	7 490	1 009		8 498
Amort. matériel pédagogique	15 809	1 321		17 130
Amort. Triporteur	11 490	7 639		19 129
Amort Matériel divers	19 882	1 846		21 727
Total	131 711	16 099	0	147 810



Etat des créances

	Montant brut	Echéance à moins d'1 an	Echéance à plus d'1 an
Fournisseurs acomptes	841	841	
Personnel / ijss	4 475	4 475	
Participations familles	6 958	6 958	
CAF	334 211	334 211	
Ville	8 700	8 700	
Département		0	
Etat	5 999	5 999	
Petites canailles	15 994	15 994	
Divers	12 400	12 400	
Formation	11 421	11 421	
Charges constatées d'avance	1 800	1 800	
	402 800	402 800	0

Dont prêts accordés en cours d'exercice : néant

Dont prêts récupérés en cours d'exercice : néant

<i>Produits à recevoir</i>		17 420
Formation	11 421	
Etat-Aides	5 999	
<i>Charges constatées d'avance</i>		1 800
Maintenance	1800	



Informations sur le passif du bilan

Fonds propres

Libellés		Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	106 573				106 573
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Ecart de réévaluation	0				0
Réserves	0				0
Report à nouveau	252 885	-67 305			185 579
Résultat exercice	-67 305	-59 696		-67 305	-59 696
Total fonds propres	292 152	-127 001	0	-67 305	232 456
Fonds propres consommables	0				0
Subventions d'investissement	19 634		29 151		48 785
Amort subventions d'investissement	-17 664		-5 631		-23 295
Total fonds associatifs	294 121	-127 001	23 520	-67 305	257 946

Fonds dédiés : néant

Etat des provisions

Libellés	Provisions début exercice	Dotations	Reprises	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions IDR	40 211	4 571		44 782
Provisions pour risques	21 536	20 000	21 536	20 000
Provisions pour charges	15 000		15 000	0
Total	76 747	24 571	36 536	64 782

Dont une provision pour départ en retraite estimée à la somme de 44K€

Dont une provision de 20K€ sur des risques sociaux

Etat des dettes

	Montant brut	Echéance à - 1 ans	Echéances à + 1 an	Echéances à + de 5 ans
Emprunts et dettes auprès étab crédits		0		
Fournisseurs	24 912	24 912		
Dettes fiscales et sociales	178 128	178 128		
Autres Dettes		0		
Produits constatés d'avance	30 298	30 298		
	233 338	233 338	0	0

Dont emprunts souscrits en cours d'exercice : néant

Dont emprunts remboursés en cours d'exercice : néant

Charges à payer	88 484
Prov Congés payés	63 045
Charges congés payés	18 913
Fourn fact non parvenues	6 300
Divers charges à payer	226

Produits constatés d'avance	30 298
CAF - CLAS	16 398
Etat - CLAS	13 900



Informations sur les subventions / financeurs

	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissements
Union européenne		
Etat	142 246	
Région		
Département	78 573	
CAF	121 520	5 631
MEL		
Ville	411 392	
Divers	16 450	
Total	770 181	5 631
	775 813	

Cotisations : Les cotisations ont été comptabilisées selon la méthode des encaissements

Effectif : 28 ETP

Honoraires du Commissaires aux comptes : 5 400€ HT

Contributions volontaires :

Figurent au pied du compte de résultat, les contributions volontaires en nature suivantes qui ont pu être valorisées :

- Mise à disposition par la ville des locaux pour 127 K€ et prise en charge des fluides pour 28K€
- L'activité fournie par les personnes bénévoles n'a pas été valorisée. Ceci concerne 42 personnes qui ont apporté un soutien à l'association.

Mentions spécifiques

Conformément à la loi n°2006-586 du 23 Mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, il n'est pas précisé le montant car cette mention viendrait à individualiser une rémunération.

